

Présidentielles : un vote modéré, mais...

Posté le : 24 avril 2017 15:39 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile

Catégorie: Actualité chaude, Attitudes, Economie et politique

Une fois retombée les scories passionnelles de la campagne, le tableau que révèlent les résultats est celui d'une France majoritairement modérée, dont toute la façade ouest traditionnellement chrétienne-démocrate a glissé du socialisme au centrisme, et dont l'Est est un peu perdu entre des influences contradictoires mais plutôt droitières. L'immigration est passée avec armes et bagages chez Mélenchon.

Les Français ont mis fin aux alternances UMP-PS, qui devenaient de plus en plus caricaturales, l'UMP se calquant sur le Front national et le PS sur son extrême gauche et finissant totalement divisés en internes en clans farouches, les primaires éliminant les chefs « naturels » et achevant de diviser leur camp.

Les partis de gouvernements sont devenus des gouvernements partis.

Ils espèrent se reconstituer aux législatives. Pour le PS, la division est insurmontable. Pour les Républicains, on peut craindre que le fait de battre sa coulpe sans dignité sur la personne de François Fillon, vae victis, n'entraîne pas les effets de mobilisation escomptés. Mme Dati, Mme Morano, M. Woerth, M. Estrosi, M. Apparou, M. Wauquiez ou M. Fenech, qui étalent leurs sentiments d'aigre contemption, n'ont très exactement aucun attrait électoral pour personne. Au PS comme à LR, on joue dans la cour des petits qui croient qu'ils ont de l'importance. Les seconds canifs se prennent pour les premiers couteaux.

L'énorme couverture médiatique offerte aux petits candidats n'a servi qu'à mesurer l'inanité de leur campagne. M. Dupont Aignan voulait se faire rembourser ses frais de campagne. C'est raté. Il voulait faire battre Fillon, c'est gagné. Amère victoire.

La remise en cause de l'Europe n'a pas fonctionné en dépit d'une majorité de candidats anti européen. Ce clivage n'a pas été déterminant même si l'attrait européen est désormais plus que fané. Les Français n'ont pas voulu ajouter une crise européenne à leurs malheurs. Ils ont bien fait.

Ils n'ont pas voulu d'une crise institutionnelle. Ils sont attachés à la Ve République et veulent croire que les partis modérés sauront s'entendre pour faire face aux différents enjeux, en se concentrant plus sur les solutions que sur ce qui les divise.

Pour le reste, tout est à craindre.

Certaines options programmatiques de M. Macron sont franchement détestables.

Il fallait laisser en paix la CSG et augmenter la TVA.

Il fallait supprimer totalement l'ISF.

Il faudrait renoncer à l'exonération de 80 % des ménages de la taxe d'habitation.

Il faudrait abandonner l'idée des heures supplémentaires détaxées et déchargées.

Vouloir creuser le gouffre entre une France qui majoritairement ne paie pas d'impôts ni de charges et une France accablée d'impôts est sans doute bon pour le résultat électoral mais il s'agit d'une

démagogie primaire qui a depuis longtemps des conséquences déplorables et cela continuera. Privilégier les fortunes mobilières assises sur les bulles et les montages financiers et fiscaux est la garantie que les réformes financières de fond ne seront pas faites.

Ces mesures qui rappellent le début calamiteux du mandat de M. Hollande ne peuvent pas être positives. Elles finiront de faire fuir totalement les classes aisées qui sont au cœur de plusieurs mécanismes utiles au pays : attractivité, dynamisme, créativité, joie de la réussite, initiatives culturelles non publiques, vitalité associative, force des efforts caritatifs...

Une des difficultés du système constitutionnel français, basé sur une hyperpuissance, sans doute déraisonnable du président, est l'émergence de travers graves dans l'exercice du pouvoir gouvernemental :

- La tendance au bavardage plutôt qu'à l'action
- Le poids excessif donné à la communication et aux médias dont on a vu qu'ils jouaient leur rôle propre, c'est-à-dire sale, dans la vie politique. S'il s'agit uniquement de gérer de l'image, les idées n'ont plus d'importance.
- L'hyper-législation émotionnelle avec des textes trop nombreux, trop longs, trop mal rédigés et le plus souvent inapplicables.
- L'évacuation de tous les sujets qui demandent des diagnostics lourds et difficiles pour un court terme déplorable.
- L'anéantissement de la justice au profit de campagnes douteuses lancées par des forces presque toujours abusives.
- Le poids démesuré de la haute fonction publique qui entend régenter un pays qui dépense de plus en plus.
- Les coups d'éclats à l'extérieur et l'inaction à l'intérieur

C'est comme cela que depuis 40 ans on évacue la question fondamentale de la baisse constante de la croissance et de la poussée de la dette et du chômage.

C'est comme cela qu'on évacue constamment la réflexion sur les principes mêmes qui doivent diriger la construction de l'espace européen, notamment depuis la libération des anciens Pays de l'Est soviétiques.

C'est comme cela qu'on refuse depuis toujours de régler au fond la question d'une immigration islamique intolérante et de l'«affirmative action» arrogante des minorités arabes devenues majorités dans certains quartiers.

C'est comme cela qu'on refuse de voir l'acculturation croissante des Français du fait de l'emprise du show-business anglo-saxon.

Dans tous ces domaines une solution efficace exigerait une longue et lourde concertation avant toute décision. La tendance est de préférer les coups non préparés et les reculades précipitées, avec pour contre coup des élections ratées et pourries par la montée des extrêmes.

On aurait aimé que la catharsis présidentielle que représente cette élection permette d'avancer sur ces sujets cruciaux. Certains aspects du succès de l'épopée électorale d'Emmanuel Macron vont dans la bonne direction.

Malheureusement plusieurs facteurs jouent en sens inverse.

- La personnalité du jeune président, son ambiguïté conjugale, son goût pour les discours creux, poussent au renforcement du bavardage incertain
- Le goût pour l'hyper fiscalité contre les petits « possédants » et les retraités au profit des fortunes mondialisées, est fondamentalement malsain,
- Le « complot des énarques », qui a permis sa victoire, garantit une France suradministrée qui ne se débarrassera pas de son trop-plein de fonctionnaires et de réglementation
- L'ampleur des soutiens occultes à sa campagne en fait un président obligé de lobbies puissants.

Le pire, en fait, est sans doute le déséquilibre de la constitution française. Sa qualité est de donner un chef au pays et de fixer une ligne politique générale. Mais les contre-pouvoirs et les obligations de préparer, de confronter, de polir, d'amodier, de rendre convenables les mesures prises sont trop faibles. Espérer en une cohabitation est absurde.

Il y a un absolutisme du néant et du superficiel dans la constitution voulue par le Général de Gaulle dont il n'avait certainement pas mesuré l'incidence. La démocratie d'écuries présidentielles est aussi rapidement une république d'incurie gouvernementale.

L'absolutisme présidentiel, avec évacuation partielle du pouvoir vers l'Europe et les régions, peut-il aboutir au redressement national dans un contexte de succès électoral basé sur la démagogie de l'achat de vote mâtiné par le sentiment qu'un peu de modération serait souhaitable ?

On est sorti heureusement d'une course à l'échalote entre droite et gauche de gouvernement sur fond d'impuissance générale, qu'aurait caractérisé un nouvel affrontement Sarkozy-Hollande, pour entrer dans une zone de flou et de brouillard parcourue de courts-circuits donnant une impression d'éclairs.

La situation présente le double risque du n'importe quoi tous azimuts, et du règne occulte de certains lobbies. Et la chance d'une obligation de recherche d'accords de fond pour pouvoir gouverner un peu sérieusement.

Malheureusement le risque est plus fort que la chance. On peut penser que seul le passage à un véritable système présidentiel où les pouvoirs du président seraient équilibrés structurellement par ceux d'un véritable Parlement, puisse aider à surmonter cette triste réalité.

On risque donc de constater à nouveau « le contraste entre l'immensité du pouvoir d'un homme qui a tous les moyens d'agir et une pseudo-communication d'esquive, d'éloge intarissable de soi-même, de reconstruction rétrospective de la réalité, de mise au pas, de revanche et de réprimandes », comme le remarquait, il y a près de trente ans, J. F. Revel. Contraste qui a été porté au plus haut par François Hollande.

On verra dès les premiers six mois si Emmanuel Macron glisse avec dilection sur ce toboggan. La fête à la Rotonde marque un début de dérapage.

Les Français ont voulu croire dans une période sinistre que « tout le monde il est beau tout le monde il est gentil ». Seulement voilà : l'organisation économique mondiale est dysfonctionnelle ; l'organisation européenne l'est aussi ; et la guerre islamiste est en cours. Si une nouvelle crise mondiale frappe, si l'Europe se bloque et si les attentats repartent de plus belle, on ne voit rien, dans le programme et les équipes de M. Macron, qui permette de faire face.